

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

Lieu-dit Pont de Colonne - BP 27
21230 Arnay-le-Duc

Références : FF/MV/2023/C_191
Code AIOT : 0005400537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2023 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE implanté LES CAMUZEUX 71710 Marmagne. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- LES CAMUZEUX 71710 Marmagne
- Code AIOT : 0005400537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 comportant également des installations de traitement des matériaux.

L'accueil de matériaux inertes extérieurs est également autorisé sur ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- Vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
12	Tirs de mine (jours, information)	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 6.3	/	Sans objet
15	Rétention	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 7.6.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets entrants (tenue)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Registre déchets entrants (contenu)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
3	Registre déchets sortants (tenue)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
4	Registre déchets sortants (contenu)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
5	Interdiction du brûlage des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 5.1.5	/	Sans objet
6	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 5.1.2	/	Sans objet
7	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 5.1.3	/	Sans objet
8	Registre apport déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Procédure d'acceptation préalable (apport de déchets)	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet
11	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
13	Vibrations (valeurs limites en vitesses particulières)	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 6.3	/	Sans objet
14	Vibrations (surveillance)	Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Carrière globalement bien tenue.

Les non-conformités constatées sont les suivantes :

- un des documents d'acceptation préalable (apport de déchets inertes) ne comporte pas de signature du producteur,
- l'information des dates et des horaires de tir de mine auprès de la mairie de Marmagne n'est pas toujours donnée au moins 48h à l'avance,
- l'absence de rétention sous la cuve mobile de GNR servant au ravitaillement de la pelle hydraulique (zone d'extraction).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets entrants (tenue)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Constats : L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants (déchets inertes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre déchets entrants (contenu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Le registre des déchets entrants (déchets inertes en vue d'une valorisation sur le site en tant que matériaux pour la remise en état) contient les informations prescrites à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (examen sur l'année 2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre déchets sortants (tenue)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre déchets sortants (contenu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient les informations prescrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (examen pour les années 2022 et 2023, déchets dangereux et non dangereux).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Interdiction du brûlage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 5.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été constaté de trace de brûlage de déchets sur le site (constat par sondage).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.
Constats : Les déchets produits par l'exploitant sont bien stockés de façon séparée afin de faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques: <ul style="list-style-type: none">- les déchets dangereux liquides (notamment huiles usagées) sont stockés sur rétention adaptée à l'intérieur de l'atelier.- les autres déchets dangereux sont stockés à l'extérieur de l'atelier dans des casiers étanches et couverts en séparant les différents types de déchets (filtres à huile, chiffons souillés, flexibles hydrauliques..)- les déchets non dangereux sont stockés à l'extérieur dans 4 bennes spécifiques : déchets métalliques, cartons, bois et autres "DIB".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur traitement ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement : <ul style="list-style-type: none">- les déchets dangereux liquides (notamment huiles usagées) sont stockés sur rétention adaptée à l'intérieur de l'atelier.- les autres déchets dangereux sont stockés à l'extérieur de l'atelier dans des casiers étanches et couverts en séparant les différents types de déchets (filtres à huile, chiffons souillés, flexibles hydrauliques..)- les déchets non dangereux sont stockés à l'extérieur dans 4 bennes spécifiques : déchets métalliques, cartons, bois et autres "DIB". Observation : dans l'atelier, il a été constaté la présence de liquide huileux dans la rétention associée au stockage d'un fût de 200l d'huiles usagées.

Il est demandé à l'exploitant de procéder au pompage et à l'élimination de ce déchet au sein d'une installation dûment autorisée. Les justificatifs d'élimination devront être fournis. Il est rappelé la nécessité de maintenir vides les dispositifs de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre apport déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission.</p> <p>Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission.
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un registre d'admission (vérification pour l'année 2023).</p> <p>Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Procédure d'acceptation préalable (apport de déchets)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.
Constats : Pour l'apport des déchets inertes sur le site, dans un but de valorisation des matériaux, l'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable. Il s'agit de la procédure AGGNEO "Traçabilité et acceptation des matériaux inertes sur le site de Marmagne "Les Camuzeaux" (71), en date du 27 octobre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

<p>Constats :</p> <p>Examen par sondage :</p> <p>Document d'acceptation préalable présenté pour le chantier suivant - 27 Boulevard des Abattoirs 71 210 Torcy - comporte les différentes informations réglementaires. Il date du 4 septembre 2023 et a été signé par les différentes parties prenantes, sauf pour le producteur de déchets (SNCF Dijon Réseau, Boulevard des Abattoirs, 71210 Torcy)</p> <p>Référence de ce document : DAPE-W-024162.</p> <p>NON CONFORME : le document d'acceptation préalable présenté pour le chantier ci-dessus n'a pas été signé par le producteur des déchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<p>Constats :</p> <p>Vérification pour les derniers apports de déchets inertes réceptionnés sur le site de la carrière :</p> <p>Un accusé d'acceptation est remis au producteur des déchets avec le document d'acceptation préalable complété, ainsi que les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Tirs de mine (jours, information)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus). Avant chaque tir, l'exploitant est tenu d'informer, au moins 48h à l'avance, la mairie de Marmagne de la date et des horaires prévus pour l'intervention.
Constats : Pour l'année 2023, les tirs de mine ont eu lieu uniquement les jours ouvrés, hors samedis, dimanches et jours fériés exclus. NON CONFORME : pour l'année 2023, l'exploitant n'a pas toujours informé, au moins 48h à l'avance, la mairie de Marmagne de la date et des horaires prévus pour l'intervention. Pour les tirs ayant eu lieu les 22 février, 23 mars, 11 mai, 14 juin et 6 octobre 2023, l'information a été donnée moins de 48 heures avant l'intervention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Vibrations (valeurs limites en vitesses particulières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
Constats : Pour les tirs de mines effectuées en 2023, les vitesses particulières pondérées mesurées n'ont pas été supérieures à 5 mm/s suivant les trois axes de la construction (mesures effectuées lors de chaque tir effectué au niveau des habitations les plus proches).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Vibrations (surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Le respect des vitesses fixées au chapitre 6.3 du présent arrêté est vérifié à chaque tir de mine au niveau des habitations les plus proches. L'exploitant doit mettre en place une procédure d'auto-surveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression. Les résultats de cette auto-surveillance, les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Pour l'année 2023, le respect des vitesses particulières pondérées est vérifié à chaque tir de mine au niveau des habitations les plus proches. L'exploitant a mis en place une procédure d'auto-surveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression : fiche dénommée "Carrière de Marmagne - PROCEDURE - TIR DE MINES" Les résultats de cette auto-surveillance, les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une cuve mobile de GNR (gasoil non routier) servant au ravitaillement de la pelle hydraulique dans le secteur en cours d'extraction. Cette cuve d'une contenance d'environ 1000 l est double enveloppe, mais elle n'est pas sur rétention. Une double enveloppe ne constitue pas une rétention. En effet, le risque de perçage par les engins, par exemple, est probable.

NON CONFORME : la cuve mobile de GNR (gasoil non routier), d'une capacité d'environ 1000 l, servant au ravitaillement de la pelle hydraulique dans le secteur en cours d'extraction, n'est pas associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet